



EL **الجريدة** JARIDA

ORGANE DU PARTI DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

5 JUILLET 1969

N° 6

7 ans après son indépendance



OU VA L'ALGERIE ?

٧ سنوات بعد استقلالها
إلى أي مستقبل تتوجه الجزائر

A PROPOS D'UNE CONFERENCE

Les dirigeants russes ont réunis ces derniers temps leurs fidèles. Soucieux de masquer la nature impérialiste de leur politique ils tentent à grands frais de mensonges et de calomnies de dénigrer les mouvements authentiquement révolutionnaires qui traduisent la volonté des peuples du monde de se libérer de la domination et de l'exploitation. Les plus virulents dans ces attaques ont été les représentants de Moscou dans les pays « sous-développés » : dépassés par le mouvement historique, ils espèrent par leur zèle et leur flagornerie, obtenir à Moscou la caution qui leur est refusée par les militants socialistes de leurs propres pays.

Tous ont bien travaillé mais la palme va sans nul doute à l'algérien Bouhali Larbi. Parlant sans vergogne « au nom du peuple algérien » il a axé sa déclaration sur les « aspects positifs » de

la politique de Boumédienne. L'ouvrier soumis à l'exploitation et à la répression, le paysan réduit à grossir la population des bidonvilles faute de réforme agraire, le chômeur condamné à la mendicité ou à l'exil, l'émigré exporté comme les autres richesses de l'Algérie, tous ceux et toutes celles qui sont convaincus de la nécessité d'une transformation radicale en Algérie, peuvent juger de la représentativité de ce Bouhali.

Mais en bon révisionniste celui-ci est rompu à l'exercice de la trahison et de la mystification. Car comment peut-on parler de « volonté de dégager le pays de l'emprise des monopoles étrangers et du néo-colonialisme » quand il ne se passe pas un jour sans qu'un accord soit signé avec un groupement étranger ou qu'une délégation de représentants du pouvoir n'aille monayer nos ressources contre de lucratives royautés.

Quand Bouhali parle de « nationalisations d'entreprises et de banques » et qu'il se félicite du « renforcement du secteur d'Etat » il est par contre fidèle - une fois n'est pas coutume - à la ligne de ses amis qui, sous Benbella, ont justifié les mesures qui ont permis à la petite-bourgeoisie bureaucratique de se créer une base économique et de consolider - ou de renforcer comme le dit fort justement Bouhali - son pouvoir d'Etat.

Même l'autogestion n'a pas échappé à la perspicacité de notre bon-homme. « L'autogestion agricole qui était menacée en 1965 semble aujourd'hui retrouver des conditions, non seulement pour son maintien, mais aussi pour sa consolidation » déclare-t-il sans hésiter. Pourtant la campagne de dénigrement de l'autogestion n'a jamais cessé d'alimenter les colonnes des journaux officiels en même temps d'ailleurs

que les scribouillards qui en vivent. Le meilleur sort promis aux ouvriers de l'autogestion étant de produire plus pour... augmenter les exportations et enrichir la classe dominante de précieuses devises. Ce qui se « consolide » dans l'autogestion c'est l'exploitation forcée des travailleurs qui ne sont même pas sûrs de toucher un misérable salaire.

Tout en reconnaissant, force lui est de le faire, l'existence « de certains éléments de droite occupant des postes-clés » au sein du gouvernement, notre « algérien de service » estime pour conclure que « le pays se développe dans un sens progressiste » et que « son orientation actuelle est positive ». Cette position est caractéristique du soit-disant PAGES dont se réclame Bouhali et qui se définit par son opportunisme bien connu, opportunisme qui s'est manifesté dans ses multiples tentatives de réconciliation

avec le gouvernement de Boumédienne (La lettre de Hadjares en septembre 68 a eu une publicité que son auteur a du certainement déplorer !).

Par leurs positions visant à légitimer la politique impérialiste russe tout en essayant de se rapprocher du pouvoir pour faire du Benbellisme sans Benbella. Ils confirment notre point de vue selon lequel une opposition qui ne serait pas fondée sur une analyse de la nature de classe de l'Etat algérien ne peut au mieux que devenir un alibi de bonne conscience ou un tremplin pour accéder à « des postes clés » en tentant d'utiliser le peuple comme masse de manœuvre. Nous sommes d'ailleurs convaincus que l'aggravation des luttes de classes en Algérie rejettera les Bouhali et Cie dans le camp qui est le leur, celui des exploités du peuple algérien et de leurs valets.

PAYS ARABES, DEUX ANS D'OCCUPATION

Deux ans ont passé depuis l'agression sioniste de juin 1967. Mais qu'y a-t-il de changé dans la situation en Palestine ?

De fait, les territoires conquis par Israël en juin 1967 sont toujours occupés. Les régimes arabes en place sont incapables d'apporter une solution au problème et s'en remettent à l'ONU.

Nasser et Hussein rêvent de faire appliquer la décision du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967, et préparent en commun des « plans de paix » qui en sont une formule déguisée.

- La bourgeoisie et la féodalité arabes renforcent l'appareil étatique et son instrument d'oppression : l'armée. Ainsi Nasser fait appel aux armées soviétiques, Hussein à l'Angleterre, le Koweït et l'Arabie Séoudite à différents pays européens.

- Les grandes puissances profitent de la situation pour renforcer sous couvert d'« assistance » la pénétration économique et militaire. S'il est clair qu'Israël est la tête de pont de l'impérialisme américain en Orient, l'Egypte sert aussi la politique néo-coloniale des révisionnistes soviétiques.

L'attitude des gouvernements arabes envers les mouvements de résistance palestinienne.

La bourgeoisie arabe tente par tous les moyens de contrôler les mouvements de résistance et cela pour :

1) s'en servir comme moyens de pression vis-à-vis des grandes puissances et tâcher d'obtenir un règlement pacifique qui maintiendrait ses intérêts et renforcerait ses positions.

2) le contrôler afin de ne pas se laisser déborder par une lutte qui se retournerait contre elle.

Les moyens de contrôle de la bourgeoisie régnante vont des moyens indirects (création d'organisations fantoches dites de résistance) jusqu'au contrôle militaire direct. C'est ainsi qu'en Jordanie (novembre 68) au Liban dernièrement (voir Al Jarida n° 4) on a vu l'armée, instrument d'oppression d'Etat, se retourner contre les mouvements de résistance palestinienne.

- Ces affrontements armés prouvent une chose : l'affolement de la bourgeoisie, qui craint de voir s'opérer une jonction entre les masses prolétariennes et paysannes et les mouvements de résistance palestiniens.

Le régime de Nasser et le gouvernement révisionniste soviétique sont amenés à se démasquer de plus en plus : Nasser a condamné le sabotage des pipes-lines et les attentats contre les avions israéliens (car ses actions échappaient au contrôle de la bourgeoisie) et la Pravda s'est élevée contre « les extrémistes dont l'action aventureuse a objectivement saboté la juste cause du peuple arabe ». (Rappelons aussi l'embarras de Boumédienne lors de l'affaire de l'avion d'El Al, en août 68).

Les dangers pesant sur le monde arabe :

on ne doit pas se masquer les dangers qui pèsent actuellement sur le monde arabe, du fait du jeu des grandes puissances, favorisées par les régimes réactionnaires ou pseud-progressistes arabes.

Le Monde arabe court le risque d'un nouveau partage ; les richesses pétrolières continuent à être pil-

lées ; les conditions d'existence s'aggravent. Israël a consolidé ses conquêtes en installant de nouveaux kibboutz sur les territoires occupés et une administration coloniale. L'Etat Sioniste abat une féroce répression sur la population : 1400 palestiniennes sont actuellement en prison, sa tactique de représailles est devenue monnaie courante, avec le dynamitage de maisons voire de quartiers suspects et les constantes agressions au-delà de ses nouvelles frontières.

Le développement de la lutte :

L'échec militaire de juin 1967 a démontré l'échec de la guerre de défense classique contre l'Etat d'Israël. Il est clair désormais que l'unique issue dépend d'une part du développement de la lutte des palestiniens et d'autre part de sa jonction avec les masses arabes.

En ce qui concerne le développement de la lutte palestinienne, plusieurs difficultés se posent : la multiplicité des mouvements le flou politique de beaucoup d'entre eux. Pour que l'action de commandos devienne une guerre populaire, une clarification idéologique, un travail de masse auprès de la population palestinienne sont nécessaires.

Pour qu'une révolution se fasse en Palestine, la participation de toutes les masses arabes est nécessaire - les manifestations, les grèves du Liban sont des éléments encourageants.

La libération de la Palestine passe par la lutte contre les régimes arabes actuels, féodaux bourgeois ou pseudo-progressistes. L'exemple de l'Algérie le montre bien : si elle surpasse les autres en violences verbales, il n'en demeure pas moins qu'elle traite les plus grosses affaires avec les pilliers même du sionisme, les compagnies américaines dont le sioniste notoire Getty.

wilayate : les résultats confirment les pronostics

Le 25 Mai, les élections aux wilayates auront permis au pouvoir de placer ses hommes à la tête des départements. Comme toutes les élections depuis l'indépendance, celles-ci n'ont pas manqué de pittoresque : candidats inscrits sur les listes sans avoir été consultés, candidats élus et non retenus, électeurs déclarés votants sans s'être dérangés etc. ; bref, tout ce à quoi nous sommes tous habitués maintenant.

Mais, au-delà de ces procédés peu avouables, les résultats officiels sont caractéristiques de l'orientation du régime actuel. Comparons, en effet, la répartition entre les différents groupes sociaux des candidats d'une part et des élus d'autre part : nous obtenons le tableau ci-dessous :

Catégories sociales	candidats	élus	évolution
Fonctionnaires et employés	28 %	27 %	moins
Enseignants	24 %	23 %	moins
Permanents du FLN et assimilés	24 %	20 %	moins
Commerçants - Propriétaires terriens	18 %	20 %	plus
Professions libérales - cadres	4 %	8 %	plus
PDG - Chefs d'entreprises	1,5 %	2 %	plus
Ouvriers industriels	0,1 %	0 %	moins
Ouvriers agricoles	0,4 %	0 %	moins.

L'examen de la quatrième colonne de ce tableau montre que les commerçants, propriétaires terriens, membres de professions libérales, P.D.G. et chefs d'entreprises ont eu, relativement au nombre de candidats, plus d'élus que les autres alors que les rares ouvriers ont été éliminés.

La nature bourgeoise et réactionnaire du régime se dévoile ainsi clairement : les assemblées de wilayates seront aussi « populaires » que l'est la « République Algérienne ».

SEPT ANS APRES SON INDEPENDANCE

OU VA L'ALGERIE ?

EL JARIDA consacre beaucoup de place à l'analyse de l'économie de notre pays. Beaucoup trop pour certains, mais trop peu à notre avis car nous regrettons de ne pas disposer de suffisamment de pages et de données pour faire des études plus approfondies.

Mais étudier les problèmes économiques d'un pays, ne se limite pas à un inventaire des ressources et des entreprises, ou à une accumulation des chiffres. Car on peut faire dire tout ce que l'on veut aux chiffres à condition de les présenter de façon adéquate. Voici quelques exemples de procédés couramment employés :

- la statistique globale qui donne par exemple le nombre de personnes vivant de l'agriculture, et qui met ainsi dans le même sac le fellah qui ne possède qu'un hectare et celui qui en possède quinze mille.

- le revenu national moyen par tête ; moyenne nationale qui masque la faiblesse catastrophique du revenu de la majorité : par exemple entre celui qui reçoit un million d'unités et celui qui n'en reçoit que dix mille, la moyenne est de cinq cent cinq mille soit plus de cinquante fois le faible revenu ; les inégalités sont ainsi masquées.

- l'amalgame dans un même résultat de catégories différentes, par exemple dans la formation du produit intérieur brut (P.I.B.) on compte à la fois les activités productives et les activités improductives (Administration).

- la présentation d'un taux de croissance global sans préciser de quel secteur il dépend le plus. Pour le cas de l'Algérie l'accroissement du taux de croissance dont se gargarise le pouvoir est dû avant tout à une augmentation de la production pétrolière (donc une accentuation du pillage de nos ressources) Puisqu'il suffit que cette production augmente de 10% pour que le taux de croissance s'élève de 2%, même si tous les autres secteurs restent stagnants.

En fait ce genre de statistiques a essentiellement pour but de maquiller la réalité sociale et économique.

Aussi notre analyse de l'économie a-t-elle pour but de démêler à travers toute cette accumulation de données tronquées, les racines du sous-développement de notre pays, sa manifestation, les liens de dépendance, le régime des inégalités sociales, les bases matérielles de la constitution de la nouvelle classe dominante, les conséquences réelles de la politique de classe du pouvoir, et, en dernier ressort une explication OBJECTIVE de la situation politique.

Car l'étude scientifique de l'histoire des sociétés - notamment les travaux de Karl Marx - a démontré que c'est la structure économique qui constitue la fondation sur laquelle s'édifie tout le système social et politique : la nature du système de la production économique et la place qu'y occupe chaque individu déterminent entre les hommes, des rapports indépendants de leur volonté que l'on appelle rapports sociaux de production.

Ces rapports concernent essentiellement la forme de la propriété des moyens de production autour de laquelle les hommes se divisent en classes sociales aux intérêts contradictoires. Les institutions, les lois, la forme de l'état, les idées politiques, philosophiques religieuses et culturelles, le mode de vie... découlent de cette base économique. L'ensemble forme ce qu'on appelle la superstructure sociale.

C'est donc la façon dont s'organise la production des biens matériels, du degré de développement des forces productives (instrument de travail et force de travail), de la nature des rapports de production (essentiellement les rapports de propriété) que naissent les classes sociales les formes d'organisation juridiques, politiques, culturelles de la société.

Pour parvenir à saisir réellement d'où proviennent les luttes politiques et sociales, d'où sortent les idées politiques que tel ou tel parti défend, pour comprendre comment se sont mises en place les institutions du pays et les lois qui le régissent, il faut remonter aux conditions matérielles de la vie, c'est-à-dire à la structure économique.

Ainsi pour agir efficacement, un militant révolutionnaire doit chercher à aller au fond des choses. Il ne peut pas se contenter des apparences. Il doit remonter jusqu'aux structures économiques dont il doit comprendre tout les mécanismes.

C'est alors seulement, parce qu'il aura étudié les lois scientifiques de l'évolution sociale, qu'il pourra en tirer profit pour orienter convenablement sa lutte.

C'est dans cette optique que nous présentons le bilan ci-dessous :

SEPT ANS APRES SON INDEPENDANCE

1

LE SOUS-DEVELOPPEMENT DE L'ALGERIE SES VRAIES RACINES

Qu'est-ce qu'un pays sous-développé ?

Ce qui différencie un pays sous-développé d'un pays développé, ce n'est pas une question de revenu par habitant, de taux de croissance ou de volume des investissements ; c'est le niveau de développement des forces productives, c'est-à-dire la productivité du travail humain.

L'augmentation énorme de la productivité du travail dans les pays développés est liée au processus d'industrialisation qui en incorporant le progrès technique dans les instruments de travail, a considérablement augmenté le rendement du travail humain.

Les pays sous développés sont donc des pays où le niveau des forces productives est bas. Poser leur problème en ces termes revient à identifier les véritables racines du sous-développement, qui ne résident pas dans telle ou telle faiblesse des ressources naturelles, mais dans l'existence d'entraves au développement des forces productives. Ces entraves existent surtout dans le mode d'organisation de la production, en particulier :

- dans les structures de la propriété,
- dans l'exploitation des ressources naturelles et humaines par l'impérialisme (en Amérique Latine un dollar exporté rapportait quatre dollars par an).

Le sous-développement de l'Algérie est le résultat d'un processus historique cumulatif qui a pour facteurs essentiels :

- les structures économico-sociales de l'Algérie pré-coloniale.
- l'agression coloniale et ses conséquences sur la situation économique du pays : modification des structures en fonction d'une économie de pillage, destruction de l'équilibre agricole traditionnel par l'orientation de la plus grande partie de la production vers l'exportation, échange inégal entre un pays à haute productivité du travail et un pays sous-développé.
- l'indépendance qui n'a pas rompu le processus d'exploitation de notre pays, mais qui au contraire l'aggrave de jour en jour.

Examinons ce point en détail pour préciser la situation actuelle de notre pays.

2

LA PRODUCTION : ANARCHIE - INSUFFISANCE INADAPTATION AUX BESOINS

Les tableaux 1 et 2 nous permettent de tirer un certain nombre de conclusions quant à la production économique de notre pays.

TABEAU 1

ESTIMATIONS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT 1963-1968 (En milliards de francs)						
	(1963 (1))	1964 (1)	1965 (1)	1966 (2)	1967 (2)	1968 (2)
I. PIB par secteur d'origine						
Agriculture, sylviculture, pêche	2,5	1,9	2,3	1,5	2,3	2,4
Minerais et énergie (dont pétrole)	2,2 (1,9)	2,4 (2,0)	2,5 (2,1)	3,1 (2,7)	4,0 (3,6)	4,4 (4,0)
Industrie, construction, travaux publics	1,9	2,0	2,7	2,6	2,7	2,9
Administrations publiques	2,3	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2
Transport, services, commerce	4,4	6,2	6,6	6,7	6,6	6,6
Total du PIB	13,3	14,5	16,2	16,0	17,8	18,5
2. PIB par type de destination						
Consommation privée	9,9	12,3	14,0	13,0	14,3	14,6
Consommation publique	1,1	0,9	0,8	0,8	0,8	1,0
Investissement intérieur brut	2,9	1,7	1,6	1,8	2,0	2,2
Exportations moins importations de biens de services	- 0,6	- 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,7
Total du PIB	13,3	14,5	16,2	16,0	17,8	18,5

(1) Aux prix courants. (2) A prix constants en francs 1965.

Le produit intérieur brut souligne la part prépondérante des secteurs minerais et pétrole, qui contribuent pour près d'un quart à la formation du PIB. L'agriculture, en revanche, occupe une part relativement modeste (13 %) pour un pays du Tiers monde. Héritage de la période coloniale, le tertiaire trop gonflé représente 50 %, tandis que l'industrie reste faible : 15 %.

- la baisse générale de la production depuis l'indépendance, surtout dans le domaine agricole, (chute de 40% pour l'autogestion).

- l'augmentation de la part destinée à l'exportation. (25% du Produit Intérieur Brut)

- la faiblesse des activités industrielles. (15% du produit intérieur Brut)

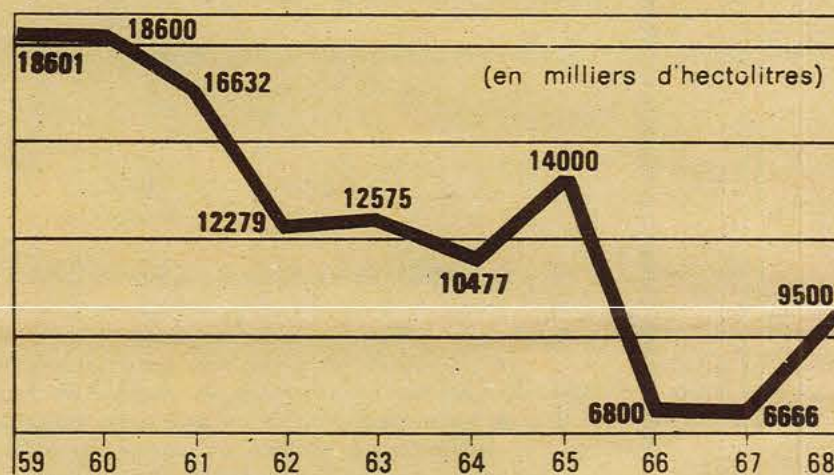
- le gonflement de la « production » dite de service : en particulier consommation des administrations (50% du Produit Intérieur Brut)

- la production tant agricole qu'industrielle ne répond pas aux besoins locaux. Elle n'approvisionne pas le marché local (mouvement inverse dans les pays développés).

- la production agricole algérienne ne permet pas de faire face aux besoins alimentaires de notre pays. Les produits nationaux fournissent seulement 30% de la consommation des ménages.

TABEAU II

EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE VIN



- la vigne voit sa production baisser, bien que la surface des terres qu'elle occupe demeure inchangée (voir graphique). L'écoulement du vin était facilité par le pacte colonial et représentait en 1959, 18,4 millions d'hectolitres. Après l'indépendance, il y a eu une absence de décision en ce qui concerne la reconversion de la vigne qui a eu pour résultats le vieillissement du tiers du vignoble, non rentable actuellement, la chute de la production et la disparition d'une partie des débouchés. (en 1965 recettes de la vigne : 682 millions de DA ; dépenses 875 millions de DA)

- l'Algérie ne sait que faire de son vin, mais elle manque raisin de table, quant aux raisins secs, elle en importe d'Espagne.

- Près de 60.000 hectares de bonnes terres sont occupés par de la vigne morte, alors qu'ils pourraient être utilisés pour des cultures fourragères ou maraîchères par exemple.

- l'Algérie importe du lait et de la viande pour près d'un milliard de D.A. par an, mais elle interdit aux ouvriers agricoles d'élever quelques animaux.

- la production industrielle des biens de consommation s'est effondrée après l'indépendance (disparition du marché intérieur consécutive au départ des colons et concurrence des produits importés). La plupart des industries de transformation travaillent à un taux de production variant entre 12 et 80% de leur capacité normale.

3

LE PILLAGE DE NOS RICHESSES EST RATIONNELLEMENT ORGANISE.

a) par la structure des échanges extérieurs :

l'Algérie exporte des produits agricoles sans débouchés intérieurs (cultures d'exportation, implantées par la colonisation),

OU VA L'ALGERIE ?

des matières premières (fer, phosphate, etc....), des produits énergétiques (pétrole, gaz) et **surtout** de la main d'œuvre, l'émigration rapporte à l'Etat algérien 2 fois plus de devises que le pétrole. L'Algérie importe des denrées de première nécessité, des produits industriels finis, des produits de luxe pour la consommation des classes dirigeantes.

b) par l'infrastructure algérienne :
routes, voies ferrées, ports confirment cette orientation de l'activité économique vers l'extérieur.



c) par le pompage des richesses de notre pays :
ce pompage s'est accentué depuis l'indépendance (rien que pour le pétrole, les exportations sont passées de 26.227.000 t. en 1964 à 42.500.000 t. en 1968) et il est favorisé par la politique de construction de pipe-lines et de complexes de conditionnement (complexe de liquéfaction du méthane à Arzew, etc...) et l'intervention massive des sociétés américaines, italiennes ainsi que de l'Union Soviétique.

4

LA POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION : QUELQUES VERITES

Commençons par définir ce que nous entendons par industrialisation pour éviter toute équivoque : industrialiser ce n'est pas accumuler des unités de production ou construire des pipe-lines. Industrialiser, c'est élever la productivité du travail dans tout le pays. Cela signifie mettre les techniques modernes de production au

service des masses afin d'augmenter la capacité de production et, en dernier ressort, le bien-être social.

Industrialiser, c'est donc fabriquer une certaine quantité de produits. Le problème qui est posé est celui de l'écoulement de cette production. Deux possibilités :

- elle est écoulée sur le marché extérieur, ce qui veut dire, compte-tenu du fait que ce marché est dominé par l'impérialisme, qu'elle est accaparée par lui.

- elle est destinée au marché intérieur, ce qui est une orientation correcte, mais encore faut-il que ce marché existe. L'existence d'un débouché intérieur est liée, dans **l'optique capitaliste**, à l'**existence** d'un pouvoir d'achat, c'est-à-dire au développement des autres secteurs et notamment de l'agriculture (nous verrons qu'il n'en est rien chez nous) ; dans **l'optique socialiste**, elle est liée à l'existence d'une planification qui adapte la production aux besoins (ce qui suppose que celle-ci n'obéit pas à des critères de recherche de profit maximum comme en système capitaliste).

Nous voyons donc que :

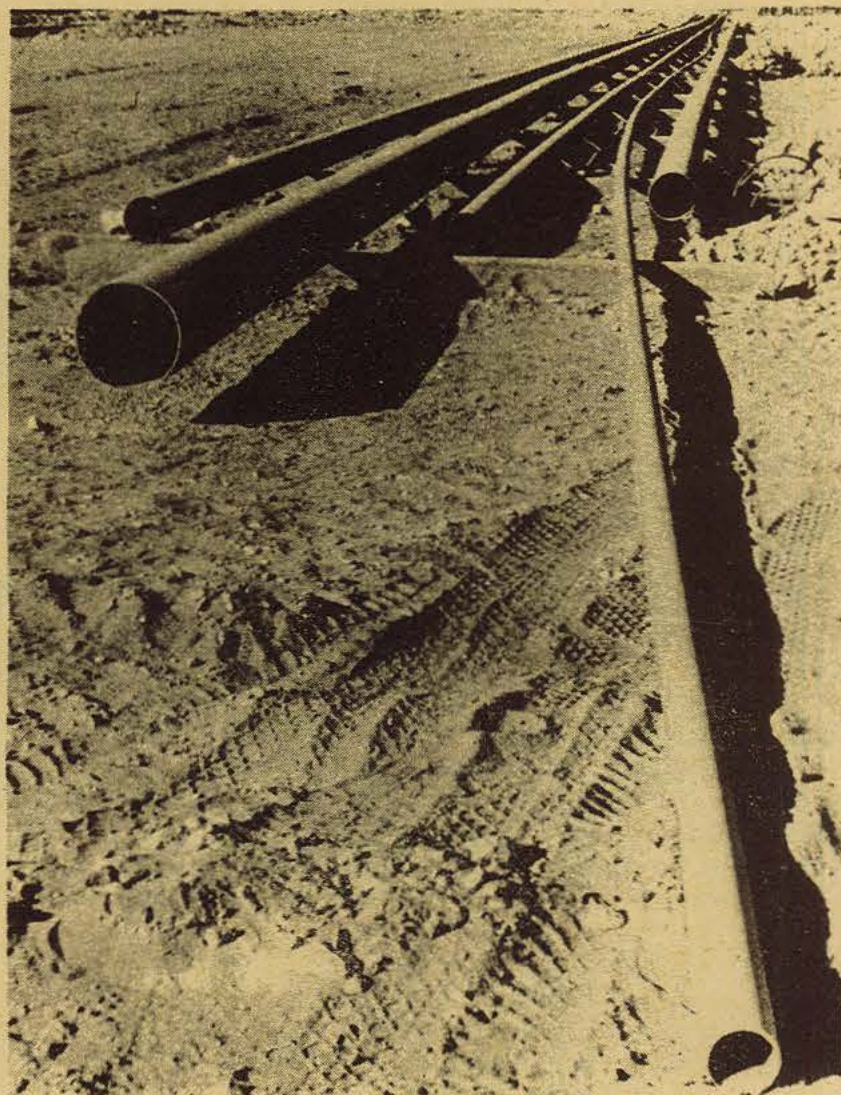
a) l'industrialisation est une nécessité pour sortir du sous-développement.

b) l'industrialisation, compte tenu des structures actuelles du marché mondial, ne peut se faire que dans le cadre d'une planification socialiste.

c) l'industrialisation implique un effort dans tous les secteurs de l'économie.

La politique actuelle « d'industrialisation » ne vise donc pas une industrialisation réelle de l'Algérie. Elle est au contraire un moyen d'accroître l'exploitation et la dépendance de notre pays par rapport à l'impérialisme. Les investissements sont faits dans les secteurs de haute technicité et de grande rentabilité suivant le critère de la réalisation du profit maximum. Ils impliquent une demande de capital très forte (fourni par les pays impérialistes), des techniciens étrangers et des débouchés extérieurs. Les créations industrielles qui pourraient répondre aux besoins du marché intérieur sont :

- ou bien très modestes (textile, cuir, industrie alimentaire) et créatrices de bien peu d'emplois (9.500 emplois en 5 ans pour 40 milliards de D.A. investis).



SEPT ANS APRES SON INDEPENDANCE

- ou bien pratiquement sans débouchés par suite de la faiblesse ou de l'inexistence du pouvoir d'achat correspondant (c'est le cas de la production des tracteurs agricoles - si elle demeure réellement - qui devra rechercher un hypothétique débouché extérieur, puisqu'il existe actuellement en Algérie un parc de matériel agricole **sous employé** du fait que la majorité des paysans sont trop pauvres même pour louer les services de ce parc.). De toutes façon, dans tous les secteurs, le choix a été fait clairement en faveur d'entreprises financièrement rentables, donc très modernes et employant le minimum de main d'œuvre algérienne : la lutte contre le chômage n'est plus envisagée autrement que par l'augmentation de l'émigration.

5

LA DESTRUCTION DES FORCES PRODUCTIVES DANS LES CAMPAGNES.

a) la terre

L'Algérie est un pays essentiellement agricole, son moyen de production principal est la terre. Pourtant, elle est sous-exploitée.

TABLEAU III
REPARTITION DES TERRES D'APRES LEUR UTILISATION

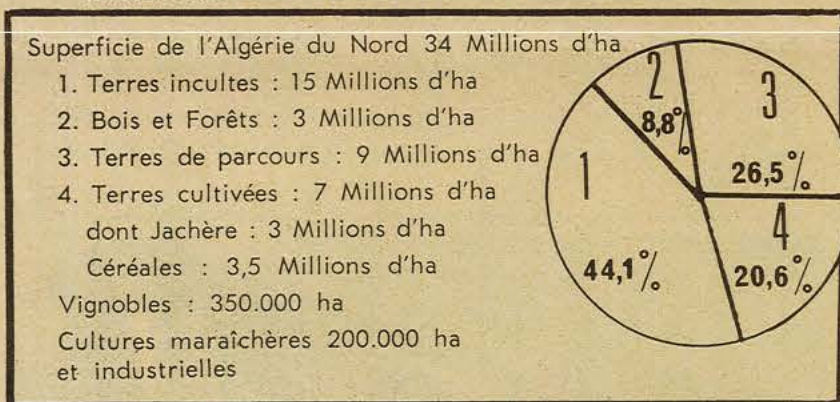


TABLEAU IV
EROSION

- * Terres perdues chaque année de 40.000 à 50.000 ha
- * Terres récupérables par DRS (reboisement) 13 Millions d'ha
- * Terres à protéger contre l'érosion (banquettes barrages) 5 Millions d'ha
- * Terres à valoriser (Irrigation - Amélioration) 6 Millions d'ha

TABLEAU V
Pluviométrie

- 1.900.000 ha reçoivent + 600 mm. d'eau
- 3.300.000 ha reçoivent 400 et 600 mm. d'eau
- le reste reçoivent moins de 400 mm.
- L'Algérie reçoit 65 milliards de M3 de pluie par an.
 - 15 milliards s'écoulent dans les rivières
 - 1 milliard est retenu par 18 barrages.
 - 10 milliards sont récupérables.

De l'examen des tableaux 3, 4 et 5 on peut tirer les conclusions suivantes :

1) la surface des terres cultivées effectivement chaque année (jachères non comprises) est faible proportionnellement au nombre d'habitants (1/3 d'hectare par habitant). Les terres disponibles sont

rare et elles se dégradent régulièrement (plus de la moitié des terres labourables ne sont pas cultivées par manque de moyens).

2) l'érosion nous fait perdre chaque année 40.000 hectares de bonnes terres. Elle est due, d'une part aux conséquences de la colonisation qui a repoussé les populations paysannes dans les montagnes et les a amenées à cultiver de la terre autrefois occupée par les forêts, ce qui a accéléré la destruction du sol (les pluies arrachent sept fois plus de terre lorsqu'il n'y a pas de végétation) ; et, d'autre part, aux méthodes archaïques de travail et surtout au **manque de moyens matériels** (l'assolement biennal, par exemple, laisse la terre sans végétation pendant dix sept mois sur vingt quatre, ce qui accélère sa dégradation).

3) les surfaces irriguées représentent 200.000 hectares, ce qui est faible par rapport aux surfaces irrigables. Pourtant, le nombre de points d'eau peut être multiplié par trois, ce qui permettrait d'irriguer 1.300.000 hectares de nouvelles terres (tout en doublant ou triplant le rendement des cultures).

b) les structures agraires

Elles souffrent de trois grands maux :

1) la parcellisation : il y a trop de petites propriétés insuffisam-

A QUI APPARTIENT LA TERRE ?

Secteur étatisé (Autogestion dénaturée)	2.700.000 ha
Secteur privé	
600 propriétaires de plus de 500 ha	500.000 ha
8000 propriétaires de plus de 100 ha	1300.000 ha
16000 propriétaires de 50 à 100 ha	1.100.000 ha
170000 propriétaires de 10 à 50 ha	3.100.000 ha
400000 propriétaires de moins de 10 ha	1.400.000 ha
	7.400.000 ha

ment étendues pour faire vivre ceux qui les travaillent. Les grandes propriétés sont toujours aux mains de gros propriétaires fonciers et présentent les mêmes types de culture que les domaines autogérés.

2) l'insuffisance d'encadrement technique qui est pratiquement inexistant dans l'agriculture traditionnelle algérienne.

3) l'insuffisance des moyens pour la mise en valeur de la terre chez de nombreux petits paysans.

Parallèlement, l'autogestion a connu une baisse continue de sa production en quantité et en qualité du fait de son étranglement au niveau de son financement et de la commercialisation, du gonflement de ses effectifs, parasites parachutés par les autorités, et de sa gestion bureaucratique.

c) les travailleurs sans travail

A côté de la terre algérienne qui se dégrade, il faut citer la destruction des potentialités humaines :

- **par l'exode rural** : la faiblesse des moyens, la destruction des forces productives engendrée par la guerre, la misère ont entraîné l'exode de centaines de milliers de paysans vers les villes et l'étranger (3 millions de personnes en 10 ans). Ils abandonnent leurs terres qui n'étant plus travaillées, sont perdues pour notre pays. Ces millions de chômeurs restent inoccupés et grossissent la masse du sous prolétariat des bidonvilles (le taux d'urbanisation est de 35% contre 20% en 1962, il atteindra 55% en 1985, sans que cet accroissement de la population urbaine soit accompagné d'un accroissement de l'emploi).

En outre, à cause des structures archaïques, le départ d'une partie de la main d'oeuvre vers les villes a pour conséquence une baisse de production car aux périodes de pointe (moissons, vendanges, cueillettes) le manque de main d'oeuvre compromet les récoltes.

- **par le manque de formation** : l'obscurantisme, la dépolitisation entraînent de façon irréversible les masses algériennes vers le moyen-âge et ses pratiques maraboutiques. L'alphabétisation, la formation professionnelle, l'éducation politique et la mobilisation des masses sont autant de mots dénués de sens pour l'Algérie. (il y a en Algérie 82,5% d'analphabètes parmi les hommes et 92%

OU VA L'ALGERIE ?

parmi les femmes.)

- par le discrédit des valeurs morales elles-mêmes : des populations entières sont suspendues aux hypothétiques dons de farine américaine. L'habitude est donnée de tout attendre de haut sans compter que la corruption et la prostitution se développent avec l'aggravation des conditions de vie.

- par la sous alimentation et le manque de protection sanitaire qui entraînent le délabrement physique des populations paysannes et des bidonvilles. L'habitat est des plus précaires et le dénuement a atteint un tel degré que les habitants des zones les plus pauvres n'assument plus les tâches les plus quotidiennes.

- par l'écrasement du petit commerce et du petit artisanat, facteurs d'équilibre de l'ancienne société, sous une lourde fiscalité, ce qui a eu pour conséquence d'accentuer le dépeuplement des campagnes.

La situation des campagnes algériennes peut donc être caractérisée par la double constatation suivante (qui peut paraître paradoxale) :

- une terre qui exige des millions de journées de travail pour être valorisée (on compte que 2 milliards de journées de travail peuvent être ainsi offertes dans l'agriculture).

- et en face, des millions de travailleurs qui ne demandent qu'à travailler (si l'on évalue le nombre de chômeurs à la campagne à 2 millions et, compte tenu, du chiffre précédent on voit que l'on peut offrir au moins 1.000 journées de travail soit environ 3 ans à chaque personne sans faire intervenir les possibilités de travail supplémentaires que créerait le développement ainsi obtenu dans l'agriculture).

6

LA BASE MATERIELLE DES INEGALITES SOCIALES

A l'examen de ces carences catastrophiques pour l'avenir de notre pays, nous sommes en droit de nous poser la question : l'Algérie manque-t-elle de moyens et notamment de capitaux au point d'abandonner la majeure partie de sa population à la misère et à la souffrance? Apparemment non, puisque depuis l'indépendance **l'argent coule à flots**. Mais c'est le pouvoir d'Alger qui décide à sa guise comment il convient d'utiliser les capitaux disponibles.

1) D'où proviennent les capitaux :

ces capitaux que la bourgeoisie s'approprie et dépense comme s'ils étaient son propre bien sont en fait le patrimoine collectif du peuple algérien. Ils proviennent en général :

- de l'extraction du surplus de l'autogestion : (30% des bénéfices sont prélevés sous forme d'impôts et une autre partie doit être transférée aux communes. De plus l'autogestion a à sa charge une partie importante des anciens Moudjahidine, ce qui décharge d'autant l'Etat et elle est soumise aux spéculations des affairistes et des bourgeois compradores.

- des prélèvements réalisés sur les masses les plus déshéritées (paysans pauvres, petits commerçants, petits artisans, fonctionnaires du bas de l'échelle, employés, etc....) par le biais de l'impôt et des taxes.

- des devises renvoyées au pays par l'émigration.
- des royalties accordées par les sociétés étrangères pour l'exploitation de nos ressources, etc....

- des loyers retirés, des soi-disants biens du peuple (logements..)
- des échanges inégaux avec les campagnes.

A toutes ces ressources, il faudrait ajouter les énormes quantités de capitaux empruntés auprès des pays développés et pour lesquels l'Algérie paie des intérêts, ce qui hypothèque lourdement l'avenir de notre pays, sans compter que cette dette est loin d'être désintéressée et qu'elle contribue à aggraver la dépendance par rapport à l'étranger.

2) Le gaspillage du capital :

Nous voyons donc que si l'Algérie ne manque pas d'argent, c'est parce que notre pays et sa population sont soumis à une exploitation forcenée. Mais que deviennent ces capitaux ? Le sacrifice de plusieurs générations vise-t-il à provoquer cette **accumulation primi-**

tive de capital, sans laquelle il n'y a pas de développement économique ? Non, si l'on considère le gaspillage frénétique qui est fait des ressources monétaires :

- détournement de fonds,
- fuite des capitaux et thésaurisation dans les banques étrangères,

- destruction du matériel importé faute d'entretien (la bourgeoisie d'état algérienne importe ce qui se fait de mieux, mais le matériel acheté n'est pas utilisé).

- le scandale du port d'Alger a montré que des dizaines de milliards de marchandises avaient été abandonnés aux intempéries, notamment des denrées périssables (dix mille tonnes de sucre, deux millions de quintaux de blé, etc....) qui ont été détruites.

- dépenses de prestige : l'Algérie construira le plus grand stade d'Afrique du Nord (120 millions de D.A.), un palais des expositions (coût 50 millions) ; il faut aussi se rappeler la mésaventure de l'Aurassi (coût 160 millions), l'esplanade de l'Afrique (coût 20 millions) et la liste pourrait être allongée indéfiniment.

- les frais de représentation diplomatique, les réceptions, les missions et les voyages (Air Algérie est un véritable gouffre).

- les dépenses militaires : l'armée algérienne est une des mieux payées, des mieux nourries, des mieux équipées, des mieux habillées.

- les soi-disant études et projets qui coûtent des centaines de millions de D.A.

- la consommation de biens de luxe (voitures, whisky, haute couture, parfums, etc....) des classes privilégiées.

3) A qui profite la politique actuelle ?

- la **bourgeoisie d'état** par le biais du budget (fonctionnement et équipement) consomme « la plus grosse partie du surplus économique de notre pays ». Elle profite de sa situation dans l'appareil d'état pour s'enrichir. C'est à travers lui qu'elle accumule des richesses et qu'elle se les approprie. La soi-disante industrialisation par l'intermédiaire de sociétés qui n'ont de national que le nom permet à la bourgeoisie d'état de recevoir sa part dans l'exploitation de nos travailleurs et le pillage de nos richesses. Les discussions sur les prix des matières premières qui l'opposent parfois aux pays étrangers et la politique dite de diversification des échanges ne sont que des moyens pour cette bourgeoisie d'accroître ses revenus et non de défendre l'intérêt national comme elle le prétend. La question de la vigne est très significative : le vignoble a été conservé non parce qu'il était une source de devises, mais parce que son produit était directement approprié par la bourgeoisie. Le tabac qui est aussi une culture riche a connu un recul important justement parce qu'étant situé dans le secteur traditionnel et échappant de ce fait à cette appropriation directe, il n'intéresse nullement le pouvoir

- le volume du commerce extérieur, l'import-export, le commerce de gros sont autant de moyens aux mains de la **bourgeoisie compradore** pour s'enrichir, (les marges commerciales sont importantes près de 25%). Liés à la bourgeoisie d'état, les affairistes profitent au maximum du sous-développement de notre pays et ils ont intérêt à le perpétuer. Ils servent, en outre, d'agents à la pénétration impérialiste et ne reculent devant aucun moyen (pénurie artificielle, spéculation, monopoles) pour accroître leurs bénéfices.

- les propriétaires fonciers qui ont réussi à empêcher la réforme agraire ont, eux aussi, leur part du gâteau. Grâce aux chambres d'agriculture et de commerce, ils sont directement associés aux affaires de la bourgeoisie compradore. Mais, ils bénéficient, en outre d'un transfert de fonds direct sous la forme de prêts aux fellahs (jusqu'à 500.000 D.A. par an).

- les capitalistes privés ne sont pas oubliés. On les encourage à investir et l'état leur consent des prêts importants (jusqu'à 80 % du capital initial) ; en outre, ils sont exonérés d'impôts et bénéficient de toutes sortes de faveurs.

En face de classes privilégiées, le revenu des masses populaires est à un niveau de plus en plus bas. La moyenne nationale est estimée à 595 D.A. par tête et par an, mais elle masque des profondes inégalités dans la répartition du revenu national.

(suite page suivante)

7

UN AVENIR LOURD DE MENACES

Le tableau suivant donne des indications sur ce que va être l'avenir de l'Algérie. Quelles conclusions pouvons-nous en tirer ?

LA STRUCTURE ET LA PROGRESSION
DE LA POPULATION EN ALGERIE

	1966	1970	1980
- Population	11.600.000	12.975.000	17.795.000
- Augmentation annuelle de la Population	350.000	400.000	573.000
- Population scolarisable 6 à 14 ans	2.730.000	3.055.000	4.190.000
- Augmentation annuelle de la population scolarisable	82.000	93.000	135.000
- Population d'âge actif 15 à 65 ans	5.850.000	6.545.000	8.975.000
- Augmentation annuelle de la population d'âge actif	175.000	200.000	290.000

1) la production augmente moins vite que la population et notamment la production agricole. Aujourd'hui, l'Algérie connaît déjà un déficit alimentaire important. La ration **moyenne** est de 2.260 calories (ration normale 2.600) ce qui est à la limite de la sous-alimentation. Or, cette moyenne, recouvre des disparités entre les classes sociales (riches et pauvres) et les régions (notamment le Sud). On peut affirmer que dès aujourd'hui, une grande partie de la population est sous-alimentée (un tiers est à la limite biologique et un tiers en dessous). D'après TIANO (Le Maghreb entre les mythes) : « Il est douteux que cette ration limite puisse être maintenue. En 1980, lorsqu'il y aura 18 millions d'algériens, le maintien de

LA PENURIE D'EAU EN ALGERIE

Population des Villes	Pourcentage sur 100 villes	Consommation d'eau par jour et par habitant
de plus de 30.000 hts	66	140 litres
10.000 à 30.000 hts	75	moins de 100 litres
moins de 10.000 hts	25	moins de 40 litres
Consommation indispensable		
par jour et par habitant : 200 litres		

cette ration alimentaire entraînera des déficits considérables dans la balance des produits alimentaires (en particulier les légumes verts, les légumes secs, l'huile la viande et les œufs) ». Cette ration alimentaire elle-même contient un déséquilibre qualitatif : insuffisance de protéines (15 grammes). Or, on sait qu'une calorie animale implique l'utilisation préalable de 7 calories végétales. Ainsi, l'insuffisance des aliments se combine à leur pauvreté nutritive, et une forte partie des enfants souffrent de dénutrition.

2) Il existe un nombre important de chômeurs. Pour 1966, le déficit d'emploi est de 1.736.000 pour les campagnes et 770.000 pour les villes. Et il augmentera de 175.000 par an. Dans ce chiffre, n'est pas compris le chômage camouflé qui est très important dans l'agriculture, dans le commerce (de nombreux petits commerçants ne sont en fait que des chômeurs déguisés) et surtout dans la fonction publique où il y a de nombreux improductifs, (gardiens, plantons, etc...). Même les secteurs productifs de l'économie-autogestion et entreprises industrielles - n'échappent pas à un gonflement excessif de leurs effectifs, (l'autogestion occupe 100.000 personnes de plus que ce qui était requis du temps de la colonisation). **En gros, on peut dire que deux personnes sur trois ne travaillent pas.**

Ce problème est d'autant plus grave que les choix politiques du pouvoir actuel ne visent pas à sa solution, et les chômeurs potentiels de 1981 sont déjà nés. Est-ce à dire que ce problème est inso-

luble ? Des études ont montré que l'on pourrait fournir à partir de l'aménagement rural et hydraulique près de 2 milliards de journées de travail. En choisissant une rémunération journalière faible, et en se passant au maximum d'engins mécanisés, on pourrait fournir avec une dépense minimum de 500 millions de D.A. par an, 80.000.000 de journées pendant quinze ans, et, de ce fait, on doublerait le nombre des emplois agricoles et on quadruplerait la production ! Il y a peu de chances que le pouvoir actuel se lance dans une telle politique car sa rentabilité sur le plan strictement économique est à très long terme et le pouvoir actuel a manifesté sa préférence pour les investissements qui lui permettent de gagner encore plus d'argent afin de satisfaire les appétits toujours plus grands de la bourgeoisie.

3) l'éducation : l'Algérie est un pays où 47 % de la population est à moins de quinze ans. Ce qui signifie que 25 % de la population est à scolariser. Or, la politique actuelle qui plafonne ne permet la scolarisation que pour 50 % des enfants et seulement pour l'école primaire (pas de formation professionnelle par exemple). Si ce pourcentage est maintenu, ce qui semble peu probable, en 1980 plus de 2 millions d'enfants seront jetés à la rue. L'éducation en Algérie est conçue de telle façon qu'elle consacre définitivement les inégalités sociales en écartant les fils d'ouvriers et de paysans de toutes possibilités d'accéder à une formation. Cette politique délibérée, aggravée par une qualité médiocre de l'enseignement a pour but de préparer des masses de main d'œuvre analphabètes exploitables et corvéables à merci.



Pour ces enfants nés avec l'indépendance QUEL AVENIR ?

Les masses d'hommes sans travail qui apparaissent aujourd'hui comme une charge écrasante et pour lesquels le régime ne voit pas d'autre issue que l'exportation (tel que cela est clairement exprimé dans les textes officiels : « C'est dire combien il est indispensable d'envoyer nos surplus en bras là où se trouvent les industries, faute pour les industries de venir rejoindre ces bras. En d'autres termes, il faudrait pouvoir employer hors du territoire national, chaque année, au moins 50.000 personnes ... » et encore : « Lier le sort de notre émigration au code des investissements ne serait pas suffisant pour la rendre concurrentielle sur le marché de l'emploi international. Il nous faut par conséquent valoriser notre excédent de main-d'œuvre à exporter » ... (F.L.N. Séminaire national sur l'émigration, du 8 au 13 août 1966) peuvent devenir dans un régime socialiste l'atout essentiel et le moteur puissant du développement de notre pays. L'expérience concrète de la Chine Populaire l'a bien montré.

La politique du régime actuel est conforme à sa nature de classe, elle se fait au profit des riches et des exploiters nationaux et étrangers, contre les intérêts des grandes masses populaires. Sa logique nous mènera inévitablement à :

- un sous développement tragiquement aggravé,
- une dépendance accrue à l'égard de l'impérialisme,
- un renforcement de l'exploitation et des inégalités sociales.

Les travailleurs et les masses déshéritées doivent donc prendre leur sort en mains, s'ils veulent éviter la catastrophe imminente. Pour cela, il n'y a qu'une issue, la révolution socialiste.

la question de la lutte armée

ET LES TACHES ACTUELLES DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

en ALGERIE

Certains algériens affirment, à qui veut les entendre, que pour apporter une solution rapide à tous les maux dont souffre l'Algérie, il suffirait de prendre la « mitrailleuse ».

Selon eux, le peuple algérien en a assez, il est mûr et il n'attend pour se révolter que « ceux » qui lui montreront le chemin. AUSSI, n'est-il pas nécessaire de perdre du temps à faire des analyses théoriques, à mener un travail d'explication au sein des masses, à éduquer des militants ouvriers, à organiser les travailleurs, en un mot, à **CONSTRUIRE UN PARTI D'AVANT-GARDE**. Il faut simplement disposer de quelques noyaux d'hommes décidés qui prendraient le maquis et le cours des choses serait changé : les énergies des masses seraient libérées ce qui entraînerait la chute du pouvoir.

Cette façon de poser le problème, et dans la mesure où elle rend évidente la « solution », escamote un certain nombre de questions essentielles dont dépend pourtant le développement du mouvement révolutionnaire en Algérie.

1°) Peut-on affirmer que les masses algériennes, du fait qu'elles soient mécontentes et qu'elles souffrent de la misère, du chômage, de l'exploitation et de la répression, sont en mesure de jouer un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire, sans avoir auparavant pris conscience de la nature de classe de l'Etat Algérien, des mécanismes de leur exploitation, des contradictions profondes de la société algérienne, de la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la base économique et des rapports sociaux dans notre pays.

En d'autres termes, est-il possible que **SPONTANÉMENT**, sans qu'elles aient dégagé leur propre avant-garde, sans qu'elles soient éclairées par une théorie révolutionnaire, les masses soient en mesure de mener **CONSCIEMMENT**, le processus de leur libération et **ÉVITER, AINSI**, de servir, purement et simplement, de masse de manoeuvre à une fraction de la petite bourgeoisie dans sa lutte pour la prise du pouvoir (problème de la prise de conscience et des conditions subjectives) ?

2°) Peut-on affirmer que le déclenchement d'un processus de lutte armée qui ne serait, en fait, qu'une **RÉPÉTITION DU 1^{er} NOVEMBRE 1954**, déboucherait sur une situation différente de la situation actuelle si, justement, toutes les leçons des expériences passées ne sont pas tirées. Seules les luttes révolutionnaires qui ont été dirigées par un parti d'avant-garde ont amené effectivement les masses populaires au pouvoir.

Les enseignements de l'expérience algérienne montrent bien que, quelle que soit la sincérité de ceux qui ont déclenché le mouvement de libération nationale, les fruits de cette dernière ont été, en dernier ressort, confisqués par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie qui sont parvenues à réduire le peuple à l'impuissance et cela, justement, parce qu'il n'avait pas un instrument révolutionnaire à son service, c'est-à-dire son propre parti (question de la nécessité de la construction du parti d'avant-garde avant même le déclenchement de la lutte armée).

3°) Peut-on affirmer que l'action armée, une fois déclenchée et ayant bénéficié de l'appui populaire débouchera inéluctablement sur la révolution socialiste et la construction du socialisme, sans qu'il soit nécessaire qu'elle se fasse sous la direction de la classe ouvrière. En d'autres termes, une action peut-elle être révolutionnaire sans être armée d'une théorie révolutionnaire ? (question de l'idéologie et du programme).

La liste des questions peut encore être allongée, mais nous nous en tiendrons aux aspects vraiment essentiels, à ceux dont la solution est une nécessité dans la construction même du mouvement révolutionnaire.

En fait, les thèses que nous mettons en cause reflètent les restes de l'idéologie petite bourgeoise qui, dans une situation où les perspectives révolutionnaires n'apparaissent pas clairement tombe facilement dans les illusions activistes et spontanéistes au lieu de travailler fermement et correctement à la mise en place des conditions permettant un essor révolutionnaire. Ces affirmations trahissent, en outre, une appréciation subjective de la situation, le mépris de la théorie et de la formation politique, le refus de considérer la réalité objective comme la seule base d'analyse, le refus de la lutte des classes, le rejet implicite du socialisme scientifique et la conception bureaucratique des rapports avec les masses.

Dans ces thèses, nous voyons bien que nous avons affaire aux derniers soubresauts du reliquat de la petite bourgeoisie bureaucratique issue du F.L.N., celle qui n'a pas profité du partage du gâteau et dont l'impatience se manifeste d'autant plus activement que la

suite page 10

politique de dilapidation du pouvoir s'accroît (ce qui est exprimé dans la formule « il ne va plus rien rester en Algérie »).

La refutation des thèses activistes signifie-t-elle que les militants révolutionnaires doivent écarter la lutte armée des moyens à employer ? Non, car ils admettent « tous les moyens de lutte, pourvu qu'ils correspondent aux forces réelles du parti » (Lénine, « Que faire ? ») et c'est en cela que nous nous démarquons des révisionnistes (O.R.P.) qui prétendent qu'il peut y avoir « une issue pacifique et démocratique » à la situation de notre pays. Nous, nous pensons que le régime actuel - celui de la bourgeoisie et de l'impérialisme - issu d'un coup de force, maintenu en place par un appareil répressif ne sera renversé que par la violence. Et nous croyons aussi que la révolution n'est pas l'affaire d'un groupe de personnes mais celle des masses. Nous refusons les conceptions aventuristes de la révolution et nous approuvons le camarade Mao Tsé-toung, quand il déclare : « La guerre révolutionnaire, c'est la guerre des masses populaires, on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses, qu'en s'appuyant sur elles ».

Quand serons-nous en mesure de déclencher le processus de lutte armée pour la

prise du pouvoir ? Cela dépendra uniquement des masses : « Dans tout travail pour les masses, nous devons partir de leurs besoins et non de nos propres désirs, si louables soient-ils. Il arrive souvent que les masses aient objectivement besoin de telles ou telles transformations, mais que, subjectivement, elles ne soient pas conscientes de ce besoin, qu'elles n'aient ni la volonté ni le désir de les réaliser ; dans ce cas, nous devons attendre avec patience ; c'est seulement lorsque, à la suite de notre travail, les masses seront, dans leur majorité, conscientes de la nécessité de ces transformations, lorsqu'elles auront la volonté et le désir de les faire aboutir qu'on pourra les réaliser ; sinon, l'on risque de se couper des masses. Tout travail exigeant la participation des masses deviendra quelque chose de tout à fait formel et aboutira finalement à l'échec si les masses n'ont pas pris conscience de la nécessité de ce travail, n'ont pas manifesté le désir d'y participer volontairement ». (Mao Tsé-toung).

Car la lutte armée a une double fonction à nos yeux :

- viser à la prise du pouvoir,
- intégrer dans le processus révolutionnaire les larges couches paysannes. La guerre populaire étant la forme d'organisation et d'intervention de ces couches et le résultat de l'intensification de la lutte des classes dans les campagnes.

Comme on le voit, elle pose la question de l'alliance de la classe ouvrière et de la

paysannerie et des conditions pratiques de la réalisation de cette alliance. Dans un pays comme le nôtre, cela revêt une importance capitale, car c'est avec les ouvriers et sous leur drapeau que la paysannerie réalisera son propre programme (il en est de même, d'ailleurs, pour toutes les autres classes des masses populaires.)

Poser la question de la nécessité de la lutte armée ne doit pas nous faire perdre de vue l'impératif, pour le mouvement révolutionnaire, de se développer au sein du prolétariat lui-même et, notamment, dans les organisations de classe des travailleurs (syndicats) et sur le terrain même de la production (dans la ferme et l'usine), car c'est dans l'expérience concrète de la lutte des classes que le prolétariat s'éduque et se prépare à la révolution, dont le syndicat est la première école. C'est dans l'affrontement quotidien que l'ouvrier identifie ses ennemis (patrons, Etat, impérialisme) et se prépare à supprimer leur domination.

Cela ne doit pas non plus nous faire oublier le travail à entreprendre au sein de l'émigration algérienne (partie intégrante de notre prolétariat), bien qu'elle soit située hors du territoire national. De même, des étudiants appartenant à la petite bourgeoisie peuvent être gagnés au mouvement, dans la mesure où, grâce à leur instruction, ils peuvent assimiler les principes de base de la théorie révolutionnaire et comprendre que leur sort est lié à celui du prolétariat.

الحركة الثورية في الجزائر

المضطهدة لانشاء حزب ثوري طلائعي .
واذا تحقق هذان الشرطان فان الانفجارات العفوية تفسح المجال لحركة واعية ومنظمة .
اذا اردنا ان تسترعي من هنا الانتباه فان الاولوية تبدو ،
مهما كان تحليل الحالة ، هي انشاء حزب ثوري طلائعي .
وان مهام الحالة الراهنة تقترب على هذه الاولوية .
ويرتكز الحزب الطائعي على قاعدة مزدوجة :

- 1) قاعدة لكفاح فكري يكتسي بظاهرتين :
- الكفاح داخل الحركة الثورية لتبرز الخطأ السياسية الصالحة وتفضح أولئك الانتهازيين وأنصار طريق الإصلاح من جهة .
- الكفاح داخل الجماهير لذكر أفكار صادقة ، وأفكار ثورية وتقطع الطريق على كذب ونفاق السلطة وهي في آن واحد تبرز للوجود مظاهر العمل من جهة أخرى .

- ويتلخص الكفاح في مهام أساسية ثلاث :
- تكوين المناضلين الطلائعيين
- الاضطرابات وبث الدعاية وسط الجماهير الكادحة .
- تحليل الحالة الملموسة واقامة استراتيجية الحركة الثورية .

- 2) قاعدة للكفاحات التي تخوضها الطبقات أي قاعدة للكفاحات الوضعية في ميدان الانتاج (الكفاح النقابي) من كفاح الطلبة ومظاهرات البطالين إلى آخره .

وان وجود هذه الاعمال وتدخلها في حساب استراتيجية الحركة الثورية تسمحان بترقية وعي الجماهير الشعبية وهما تعدان في آن واحد كتدريب صالح للكفاح . ومن هنا ومن هنا فقط يبرز للوجود مناضلون يكونون قاعدة لانشاء الحزب الطائعي . ويكون هذا الحزب ملتقى لتجميع هذه الكفاحات ويكون هو القادر الوحيد على أن يعطيها منهاجا سياسيا وتوجيها صالحا أي توجيه الثورة الاشتراكية .

يعرف أعداءه في المجابهة اليومية التي تلاقيه بهم (أعراف - حكومة وأمبريالية) وبتنهيا العامل ليقضي على السيادة التي مرماها أن تسيطر عليه .
وهذا لا ينسبنا العمل الذي يجب أن نقوم به وسط الهجرة الجزائرية (وهي واحدة لا تتجزأ عن (بروليتاريتنا) رغم أن هذه الهجرة توجد خارج الوطن القومي .

كما أن طلبة ينتسبون إلى البورجوازية الصغيرة يمكنهم أن ينضموا إلى الحركة - وبفضل ثقافتهم يستطيعون أن يفهموا المبادئ الرئيسية المتعلقة بالنظرية الثورية ويفهمون أن مصيرهم مقترن بمصير البروليتاريا وأنه يجب على جماهير العمال الغفيرة الذين يخوضون في بحر البطالة - أن يكونوا متهيئين لانهم سيأخذون بيد الحركة الثورية ، كما أنهم قد يكونون معارضين لها وتندعم مصالح رد الفعل أن خلا الميدان للداغوجية الحكومية .

ولكن تعدد مجالات العمل يرغم على ضرورة خطة سياسية صالحة وتشديد آلة قادرة على تنفيذها .
ألا وهي الحزب الطائعي لأن لينين يقول : « أن لم توجد منظمة قوية ذات خبرة ومهارة حاذقة في الكفاح السياسي قادرة على أن تقوده في أي زمن ومهما كانت الظروف . وأن تتوفر هذه الشروط فلا سبيل إلى القيام بخطة عمل تستنير بمبادئ متينة مطبقة حرفيا وهذا ما يستحق أن تطلق عليه تسمية استعمال الوسائل الملائمة للظروف .

وكان محمد بوضياف واعيا حق الوعي بهذه الضرورة حين صرح في رسالته المفتوحة التي وجهها للجزائريين بتاريخ ٢٠ جويلية ١٩٦٦ قال فيها : « أن الشكل هو معرفة أن كان لعدم رضا الجماهير الشعبية حظ تترتب عليه مظاهر سياسة ايجابية - ونرى أنه من الممكن أن تتوفر وتحقق على الأقل شرطين : شرط اقامة شعارات ملموسة وأوامر واقعية لقيادة الكفاحات الخاصة بكل طبقة اجتماعية ، من جهة ، ومن جهة أخرى شرط تحقيق الحلف الثوري للطبقات

متى يمكننا أن نشن نظام المعركة المسلحة لناخذ بزمام السلطة ؟ وهذا لا يتوقف إلا على الجماهير .
« وكل ما نقوم به لأجل مصلحة الجماهير ذاتها ، لا عن رغبتنا الشخصية الطيبة . واننا لنجد الجماهير في كثير من الاحيان تحتاج موضوعيا إلى اجراء اصلاح معين ، ولكنها لا تعي هذه الحاجة ، فلا تصمم على اجراء الاصلاح ولا ترغب فيه ، وفي مثل هذه الحال علينا أن نتحلى بالصبر وننتظر ريثما يعي معظم الجماهير بعد أن نبذل مجهودات في نشر الوعي بينها ، ويصح عزمها على الاصلاح وترغب فيه ، وحينئذ فقط نستطيع أن نقدم على الاصلاح والا فسنفصل عن الجماهير . وهكذا ، فإن كل عمل يستدعي مشاركة الجماهير سيتحول إلى مجرد شكل ويؤول أمره إلى الاخفاق اذا لم تشترك فيه عن وعي وبمحض ارادتها . » (ماو)

- لأن المعركة المسلحة لها مهمة مزدوجة :
- ترمي إلى أخذ السلطة ،
- وتدمج طبقات فلاحية لا بأس بها في المسلك الثوري .

أن الحرب الشعبية هي أعلى شكل من النظام وتدخل طبقاتها وهي أيضا نتيجة شدة كفاح تسوق الطبقات في البوادي .

وأن الكفاح الشعبي ، كما نراه ، فهو يطرح مشكلة حلف الطبقة الشغيلة والطبقة الفلاحية والشروط الملائمة لتحقيق هذا الحلف ، في بلد كبلدنا ، ويكتسي هذا الامر أهمية رئيسية ، لأن الطبقة الفلاحية لا تنتج برنامجها إلا باعتمادها على العمال . وتحت رايتهم (وهذا شأن بقية الطبقات الشعبية ، وأن طرح مسألة ضرورة الكفاح المسلح عند الحركة الثورية لا يغفلنا عن الاوامر التي ترغمنا أن نتطور وسط البروليتاريا ذاتها ولا سيما وسط منظمات طبقات العمال (النقابات) وحتى في ميدان الانتاج نفسه (في الضيعة والمعمل) لأن تربية البروليتاريا تقع في التجربة المتجسمة وتتهيأ للثورة وأول مدرسة لها هي النقابة . وأن العامل

Les masses énormes de travailleurs sans travail (chômeurs) doivent, elles aussi, être préparées car elles peuvent être d'un appoint considérable pour le mouvement révolutionnaire ; comme elles peuvent être amenées à s'y opposer et à servir les intérêts de la réaction si le terrain est laissé libre à la démagogie gouvernementale.

Mais cette diversité même de champs d'action implique, pour les révolutionnaires, la nécessité d'élaborer une ligne politique correcte et d'édifier un instrument capable de la mettre en application, le parti d'avant-garde. Car « s'il n'existe pas une organisation forte, rompue à la lutte politique, et sachant la mener à tout moment et quelles que soient les circonstances, il ne saurait être question d'aucun plan d'action systématique éclairé par des principes fermes et rigoureusement appliqués, le seul qui mérite le nom de tactique » (Lenine).

C'est en étant parfaitement conscient de cette nécessité que Mohamed Boudiaf lançait, dans sa « lettre ouverte » du 20 juillet 1966 : « La question est de savoir si ce mécontentement (celui des masses populaires) a une chance de déboucher sur des perspectives politiques positives. A notre sens, c'est possible si deux conditions au moins sont réalisées : d'une part, l'ELABORATION DE MOTS D'ORDRE CONCRETS POUR GUIDER LES LUTTES particulières de chaque classe sociale, d'autre part, LA REALISATION DE L'ALLIANCE REVOLUTIONNAIRE DES CLASSES OPPRIMEES, POUR LA CONSTITUTION D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE D'AVANT-GARDE. C'est seule-

ment lorsque ces conditions seront réalisées que les éclatements spontanés céderont la place à un mouvement conscient et organisé. Nous voulons souligner par là que la priorité nous semble être, quelle que soit l'analyse de la situation, la **CONSTRUCTION D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE D'AVANT-GARDE** ».

Les tâches de la phase actuelle découlent de cette priorité. La construction du parti d'avant-garde se fera sur une double base :

1°) UNE BASE DE LUTTE IDEOLOGIQUE qui revêt un double aspect :

- d'une part, la lutte à l'intérieur du mouvement révolutionnaire pour dégager la ligne politique correcte et démasquer les opportunistes et les tenants de la voie réformiste ;

- d'autre part, la lutte au sein des masses pour diffuser les idées justes, les idées révolutionnaires et barrer la route aux mensonges du pouvoir tout en montrant les perspectives d'action.

Cette lutte se traduira concrètement par trois tâches essentielles :

- la formation de militants d'avant-garde,
- l'agitation et la propagande au sein des masses laborieuses,
- l'analyse de la situation concrète et l'élaboration de la stratégie du mouvement révolutionnaire.

2°) UNE BASE DE LUTTES DE CLASSES, c'est-à-dire de luttes objectives sur le terrain de la production (lutte syndicale), luttes étudiantes, manifestations de chômeurs etc... Seule l'existence de ces actions et leur prise en compte dans la stratégie du mouvement révolutionnaire permettra une élévation de la prise de conscience des masses populaires en même temps qu'un entraînement pratique à la lutte. C'est à partir de là et de là seulement - que se dégageront les militants qui seront à la base de la construction du parti d'avant-garde. Ce parti sera alors le totalisateur de toutes ces luttes auxquelles il est seul capable de donner un sens politique et une orientation valable : celle de la révolution socialiste.

Lisez et
Diffusez

EL JARIDA

Organe d'expression au
service des travailleurs

مشكلة العمل المسلح والمهام التي تتطلبها

يلاحظ أنه لا نهاية لمثل هذه الاسئلة ولكننا نكتفي بالمظاهر الرئيسية لهذه المسائل التي يبدو حلها ضروريا حتى في بناء وخلق الحركة الثورية . وفي الواقع فإن النظريات التي نشك في صحتها هي مرآة تنعكس فيها بقايا مثالية البورجوازية الصغيرة التي هي في وضع لم تتجل فيه الظواهر الثورية ، وضع تبثله الاوهام .

ونلاحظ ، ونحن عند هذه النظرية ، اننا خصوم الهزات الاخيرة للبرجوازية الصغيرة البروقراطية وما بقي منها بورجوازية ماتاها من جبهة التحرير الوطني تلك البرجوازية لم تستند من قسمة (الحلويات) ولم يكن الحظ حليفها . بورجوازية عديمة الصبر .

وبانت حيرتها بصورة جليلة وسلكت السلطات الحاكمة سياسة التذبذب واشتد سلوكها وهو يتلخص في العبارة التالية : « سينفق كل ما في الجزائر من خيرات حتى لا يبقى منها شيء » .

اننا نرفض انصار الفكر النشيطين فهل هذا يعني أن المناضلين الثوريين من واجبهم أن يفرقوا بين المعركة المسلحة والوسائل التي يتحتم استعمالها ؟ كلا ، لانهم يؤمنون أن جميع وسائل المعركة . وأن استجابات القوى الحقيقية للحرب « لينين » . (راجع كتابه : ما العمل ؟) ومن هنا نبتعد كل البعد عن الرجعيين (التابعين لمنظمة المقاومة الشعبية) الذين يزعمون أنه يوجد مخرج عن طريق السلم والديموقراطية في بلادنا . وبتفكيرنا نحن نرى أن النظام الراهن - الذي هو نظام البورجوازية والامبريالية الذي قد من دفعة قوية تبقيها في مكانها آلة قامعة ولا يتغلب عليها الا بالعنف . ونحن نعتقد أيضا أن الثورة ليست عملية طائفة من الناس بل هي عملية الجماهير . ونحن نرفض تطبيق آراء المغامرة الثورية ونؤيد الرفيق « ماو » حين يصرح : « . ان الحرب الثورية هي حرب جماهيرية ، لا يمكن خوض غمارها الا بتعبئة الجماهير والاعتماد عليها . »

الجماهير ان تنهض ، في وعي تام ، بطريقة تحريرها وتتجنب أن تكون جماهير عاملة في خدمة اقلية قليلة من البرجوازية الصغيرة وهي تشن معركتها لتمسك بزمام ومقاييد السلطة . « مشكلة يقظة الضمير وظروف اليعازر » .

ايمكن لهذه الجماهير تلقائيا ان تقوم بمثل هذا العمل دون ان تبرز للوجود طليعتها الذاتية ، دون ان تسترشد بنظرية ثورية .

٢) افي استطاعتنا أن نؤكد أن سلوك مسلك المعركة المسلحة ليس في الواقع الا تكرارا واحياء لفتح نوفمبر ١٩٥٤ يؤدي الى حالة تختلف عن الحالة الراهنة ان لم تتخذ كعبرة وعظة تلك الدروس التي جاد بها الماضي .

وان المعارك الثورية وحدها هي التي سوغت للجماهير الشعبية أن تصل ، فعليا الى الحكم ، جماهير شعبية وجدت في حزبها الطلائعي قدوة حسنة وان العبر المستخلصة من الثورة الجزائرية لدليل قاطع ، مهما كان اخلاص اولئك الذين تزعموها انطلاق حركة التحرير الوطني - لدليل قاطع على أن البورجوازية والبرجوازية الصغيرة هما اللتان اغتصبتا في نهاية الامر ، الثمرات التي آتت بها الثورة الجزائرية ثم توصلتا الى أن استحوذتا على الشعب الجزائري وسلبتاه كل قوة وعزيمة ونشاط وذلك لان الشعب كانت تعوزة روح وآلة ثورية تخدم مصالحه أي أن الشعب كان فاقد حربه الخاص به (مسألة متعلقة بضرورة انشاء حزب طلائعي قبل التفكير في شن المعركة المسلحة) .

٣) هل نستطيع ان نثبت ونؤكد أن العمل المسلح - بعد انطلاقه وبعد تدعيم الشعب له - تترتب عليه بدون شك الثورة الاشتراكية والبناء الاشتراكي دون أن يكون من الضروري أن تدير الطبقة العاملة شؤون التسيير والبناء - وبعبارة أخرى ايمكن لعمل أن يوصف بالثورية دون أن يكتسي بصيغتها ونظريتها ؟ (قضية برنامج وايدولوجية) .

يؤكد بعض الجزائريين ، لكل من أراد أن يستمع اليهم أنه يكفيهم أن يعمدوا الى حمل الرشاشات فيستجيب لهم عزمهم حلا عاجلا يفك بجميع العلل التي تشكو وتتألم منها الجزائر وعلى قول هؤلاء الجزائريين فإن شعبهم مل وكل فاككتسب نضج التفكير وصار رهن اشارة قادة يهدونه طريق الثورة ولذا فليس من الضروري أن يقضي الوقت في اقامة حلول وهمية نظرية . وليست الجماهير في حاجة الى التفسيرات والتاويلات ولا فائدة ترجى من تكوين وتربية عمال مناضلين . وبعبارة أخرى فإن هذه الجماهير غنية عن انشاء حزب طلائعي . الامر هين وبسيط يتلخص في ايجاد رجال مقررین ملئت قلوبهم عزيمة عاكفين على جعل الجبال والغابات مأوى لهم ومقرا لثورة شعبية مسلحة مباركة ومن هنا تستحيل الامور من نظريات وهمية الى حقائق واقعية تغير مجرى الاشياء .

وما وجود هؤلاء القادة الهداة الا مبعث لطاغات الجماهير التي قد يترتب عن اعمالها سقوط السلطة السائدة . وان طرح المشكل بهذه الكيفية ، في حالة ما اذا تضمن الحل المرتقب ، بجعل عددا من المسائل الرئيسية في غفلة ، مسائل أم تملك مصير تطور الحركة الثورية في الجزائر .

ويعمن المتسائل في التفكير ويحتم عليه ان يطرح اسئلة مثل هذه :

١) هل يمكننا أن نؤكد ونثبت ان الكتل الجزائرية - بمجرد عدم رضاها عن الحالة الراهنة وما تعانیه من فقر وحاجة وبطالة واستغلال وقمع - في امكانها أن تلعب دورا حاسما في الترتيب النظامي الثوري ، دون أن تعي مسبقا لنوع الطبقة التي (قدت) منها الامة الجزائرية وأن تعرف حق المعرفة تلك الاساليب التي تيسر استقلالها ودون ان تعي للتناقضات التي تهب المجتمع الجزائري هذا ، دون تيقن الجماهير أنه من الضروري تغيير القاعدة الاقتصادية والعلاقات الاجتماعية تغييرا ثوريا وبعبارة أخرى هل يمكن لهذه

A PROPOS DE LA CRISE DU FLN

par Mohamed BOUDIAF

Pendant l'été 1962, alors que l'Algérie était plongée dans les tumultes de sa récente indépendance, un journaliste me posa la question suivante : « Etes vous d'accord avec l'affirmation de René Dumont : l'Afrique est mal partie ? ». Bien entendu ils s'agissait, en la circonstance, de préciser ma pensée sur l'avenir de mon pays et j'étais, je l'avoue, bien incapable de le faire tant les contradictions, les luttes internes, les ambitions, les influences avaient atteint un degré de complexité déroutante. Même au niveau de l'expression politique, des slogans, des promesses, des professions de foi, il était impossible de fournir une réponse, tant soit peu satisfaisante.

Depuis cette crise, 7 ans d'indépendance ont apporté la preuve que l'Algérie aussi est mal partie. Comme toutes les nouvelles nations africaines, l'Algérie a « manqué le tournant » et ne donne pas la moindre impression de s'engager résolument dans la voie du développement et de l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il ne faut pas être grand esprit pour découvrir cette vérité qui s'exprime partout par la misère grandissante des masses populaires, le volume imposant des chômeurs, les inégalités économiques et sociales et l'instabilité politique qui en résulte. Que ce soit au nom d'un certain socialisme, de l'ordre et de la stabilité ou d'une prétendue révolution, l'homme africain a été purement et simplement relégué à l'arrière plan, dépouillé de toute liberté et brutalement soumis à des pouvoirs nationaux constitués d'une minorité de potentats et de profiteurs.

J'ignore si l'exemple algérien a des similitudes avec le reste du continent africain, mais, ce qui est certain, c'est qu'ici et là, c'est à peu près la même situation qui prévaut, à savoir : l'émergence d'une classe dirigeante nettement différenciée des masses populaires et opposée à elles. Pour le cas de l'Algérie, cette réalité est des plus frappantes.

Pour tout homme politique honnête, pour tout militant soucieux de l'avenir de son pays, pour tout révolutionnaire conscient il faut aller encore plus loin dans l'analyse pour découvrir les causes profondes de cette mutation, ou plutôt de cette déviation. S'il est indéniable que le véritable moteur de la libération nationale a été le peuple - autrement dit l'immense majorité de la société algérienne - comment expliquer, donc, sitôt l'indépendance acquise, la substitution à cette volonté collective d'une minorité dont le rôle et l'action pendant la libération sont des plus discutables. Ce bouleversement n'est pas le fait d'un simple hasard ni d'un concours quelconque de circonstances, mais le résultat d'une évolution précise.

Si la dynamique de la libération du joug colonialiste a été constituée par les masses populaires, l'encadrement, par contre, a été fourni par les anciens partis politiques à tendance petite-bourgeoise ou bourgeoise et un afflux de « fonctionnaires » sans formation politique. Quant à l'idéologie, tout au long de la guerre de libération, elle n'a jamais pu dépasser le cadre des mots d'ordre nationalistes.

Que l'on reprenne la première proclamation du FLN, début novembre 1954, la plate-forme de la Soummam d'août 1956, toutes les autres déclarations ou proclamations jusqu'au projet de programme de Tripoli en mai 1962, appelé par la suite et pour les besoins de la cause « Charte de Tripoli » et l'on constate que leur contenu politique est resté figé, incertain, trop sommaire pour servir de base à l'édification d'un système politico-économique cohérent et harmonieux.

Plus grave, ces professions de foi, ces projets n'ont jamais été le produit de la base, autrement dit des militants et des combattants, mais l'oeuvre des appareils dirigeants ou d'un groupe de travail constitué à l'occasion par des étudiants ou individus lettrés. Sait-on, par exemple que la plate-forme de la Soummam a été rédigée à Alger en vase clos et que le projet de programme de Tripoli a été le fruit de la « cogitation » d'une commission de travail constituée par Lacheraf, Harbi, Benhabylès, Rédha Malek, Temmam, Yazid et Benbella réunis pendant une dizaine de jours à Hammamet (Tunisie) Bien sûr, ces travaux ont été présentés à des assemblées plus larges, mais formées généralement de membres non avertis et dont on attendait beaucoup plus l'approbation que la contestation; c'est d'ailleurs ce qui arriva aussi bien au congrès de la Soummam qu'au dernier C.N.R.A. de Tripoli, où les manœuvres et les bousculades pour les responsabilités avaient pris le dessus sur l'essentiel.

Ce sont ces raisons qui ont eu pour conséquence la confusion générale de l'été 1962, laquelle, après bien des retournements a accouché du 1^{er} gouvernement national, véritable habit d'arlequin de tendances sous la houlette de Benbella. Beaucoup de théoriciens en mal de justification ont immédiatement applaudi à l'événement qu'ils qualifiaient de miracle et de grande victoire de la voie socialiste sur la réaction et la bourgeoisie. En dépit de la confusion et des désordres, une réalité pourtant était claire : les nouvelles alliances réalisées au niveau du pouvoir, n'offraient aucune garantie et laissaient au contraire prévoir une large période de remous et de bouleversements. C'est d'ailleurs ce qui nous incita à rompre avec ces combinaisons, à dénoncer la mystification et à lancer le P.R.S. en Septembre 1962. Si, à l'époque, rares étaient les gens

qui avaient saisi les raisons profondes de notre opposition et le bien-fondé de notre action politique, il en est autrement de nos jours, après les éclatements successifs du clan de Tlemcen et le rétrécissement des promesses mirobolantes du socialisme spécifique. En effet, il était abhorrant, si l'on se référait à l'histoire de la colonisation et à ses effets dans tous les domaines, à la véritable nature de la guerre de libération algérienne, à son idéologie, à sa composition sociale, à ses crises internes, à ses pertes sévères en hommes de qualité de s'attendre, dès l'indépendance, à l'essor d'une politique socialiste, même progressive, en l'absence d'un parti d'avant-garde, solidement implanté dans les masses, elles-mêmes conscientes, suffisamment organisées et décidées à se battre pour préserver leurs acquis et les consolider.

Tout cela était malheureusement écrit dans la logique, mais il fallait le découvrir et avoir le courage moral et politique de le dire clairement et à temps à ces masses enthousiastes et généreuses, pour les avertir des dangers qui les guettaient au lieu d'applaudir à la mystification, à l'ombre de laquelle se constituaient et se fortifiaient les forces réactionnaires, formées de l'ancienne bourgeoisie nationale, de la nouvelle bourgeoisie des affaires, d'une bureaucratie de carriéristes avides de gains et de prébendes, aux ordres de ses bailleurs de fonds, intérieurs et extérieurs, et d'un pouvoir qui n'en est que la projection et le défenseur naturel.

Nous sommes déjà loin de la révolution agraire, de la campagne "nationale" d'alphabétisation, des opérations cireurs et mendiants, des slogans antibourgeois aussi variés que pittoresques, des nationalisations tapageuses, de la saisie des biens mal acquis et autres balivernes du genre. A cette agitation exubérante dont le but était de tromper les masses populaires, a fait place l'ordre nouveau, l'ère de la nouvelle classe dominante nageant dans le luxe face à une multitude de déshérités constituée de salariés sans lendemain, de petits paysans ruinés, d'ouvriers agricoles faméliques et d'une armée de plus en plus pléthorique de chômeurs condamnés à une misère endémique, sans oublier le demi million d'émigrés aux conditions de vie inhumaines.

Espérer un retour en arrière de cet engrenage est du domaine de l'utopie. Il n'est pas exclu qu'un jour ou l'autre, des changements pourraient se produire, comme, par exemple, l'élimination de Ben Bella, la tentative de Zbiri (si elle avait réussi), mais de quels recours seront-ils pour renverser la vapeur et permettre à la majorité du peuple de se soustraire à la domination et à l'exploitation. Car, tant que ces masses populaires n'interviendront pas effectivement, pour imposer leurs droits, en brisant définitivement le pouvoir des exploiters, tous les remaniements des superstructures, pacifiques ou violents, resteront sans effet. Mais, qui, de nos jours, ignore le mécontentement grandissant et la révolte des opprimés ? Quel pays ne connaît pas l'effervescence étudiante ? L'agitation ouvrière ? La contestation syndicale et le refus de plus en plus tenace des classes sociales exploitées ? Pourquoi la constitution de maquis en Algérie ou ailleurs n'a-t-elle connu qu'une existence éphémère bien qu'il se soit trouvé des hommes pour prendre les armes et mourir ? A cet examen, qui ne se pose la question de l'inefficacité et des échecs successifs de ces actions ? Que l'on examine ces tentatives avortées et l'on découvre toujours à la base l'inexistence de l'élément essentiel à toute révolution et à toute marche vers l'avant et qui est l'avant-garde révolutionnaire.

Que ce fut en Russie en 17, en Chine ou de nos jours au Viet Nam, la révolution n'a pu vaincre et écraser la réaction que le jour où les exploités de ces pays se sont donnés l'instrument indispensable, le moteur, le coordinateur et le correcteur de tout processus de transformation que représente le parti d'avant-garde. Or, pour mettre sur pied un tel parti, il ne suffit pas de se coller une étiquette en s'abandonnant aux délices des analyses nébuleuses et au mimétisme de schémas, depuis longtemps sclérosés et inadaptés. La véritable révolution est, avant tout, une création, une recherche persévérante une volonté de tous les instants, elle est au sein du monde du travail : ouvrier et paysan, dans la jeunesse et chez une partie des intellectuels courageux et honnêtes. Elle exige une théorie claire, une stratégie et surtout un effort constant dans les domaines de l'explication, de l'information, et de la formation. Tout est là et il faut passer par ce processus quels qu'en soient la durée et les sacrifices.

Le jour où les exploités comprendront le sens de leurs intérêts et la nécessité d'une action concertée, le jour où ils s'élèveront dans l'échelle de la prise de conscience et se libéreront de l'ignorance et de la peur, le jour où ils sentiront le besoin de s'organiser et de se soumettre librement à une discipline ils formeront ce parti d'avant-garde qui vaincra sûrement parce qu'il est l'expression de la marche de l'histoire universelle, le garant de l'égalité économique et de la justice sociale personnifiées par des militants authentiques, unis jusqu'à la mort pour la victoire du droit sur l'arbitraire, de la justice contre l'exploitation, de la vie et de l'épanouissement contre la mort lente, la régression et la honte.